

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 MAI 1919.

Projet de loi

modifiant les articles 8 et 9 de la loi du 19 mai 1914
sur l'instruction obligatoire.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSEIERS,

Le projet de loi que j'ai l'honneur de déposer n'apporte à la loi sur l'instruction obligatoire qu'une simple modification de procédure, nécessitée par des exigences d'ordre matériel.

D'après l'article 8 des dispositions en vigueur, l'inspecteur cantonal, mis en possession de la liste générale des enfants soumis à l'obligation, est tenu, au début de chaque année scolaire, d'« adresser, par la poste, à chacun des » chefs de famille intéressés, un avertissement lui rappelant les obligations » qui pèsent sur lui. Il y ajoute autant de cartes que ce chef de famille a » d'enfants d'âge scolaire ».

Ces cartes sont renvoyées à l'inspecteur par les chefs d'école ou par les chefs de famille, suivant que l'enfant reçoit l'instruction dans un établissement ou à domicile.

Ensuite, aux termes de l'article 9, « l'inspecteur cantonal adresse, par la » poste et sous pli recommandé, aux chefs de famille n'ayant pas répondu, » un duplicata de l'avertissement et des cartes ».

L'application de cette procédure, effectuée tant bien que mal en 1915, a péremptoirement démontré que la tâche imposée aux inspecteurs est pratiquement insurmontable. Il suffira de citer à l'appui un seul des rapports de l'inspection sur l'exécution de la loi, car la note est la même dans tous les ressorts :

« Je me permets d'établir par un petit calcul, dit l'auteur de ce rapport, » la somme du travail nécessité par l'envoi des cartes aux pères de famille. » On doit admettre un minimum de deux minutes pour l'envoi de chaque » carte (application sur la carte et sur la feuille-avertissement du cachet de » l'inspecteur, inscription sur la carte des données fournies par la liste générale, pliage et mise sous enveloppe de la feuille, inscription de l'adresse).

» La confection de 16,000 cartes, à raison de 2 minutes par carte, exigerait
» un total de 534 heures, ce qui, à raison de 8 heures par jour, demande-
» rait à une seule personne 67 jours de travail. Et pour finir ce travail en
» deux fois six jours, l'espace d'une quinzaine, il faudrait la collaboration de
» six personnes travaillant 8 heures par jour. »

Dans ces conditions, dès l'année scolaire 1915-1916 la procédure instituée par la loi du 19 mai 1914 dut être abandonnée : l'affichage, aux endroits habituels, d'un avis aux chefs de famille fut substitué à l'envoi d'avertissements individuels et la notification concernant l'instruction donnée fut faite aux inspecteurs par l'envoi d'un relevé des élèves inscrits dans les écoles ou, le cas échéant, par une information directe des parents, remplaçant le renvoi des cartes.

Cette procédure, simple et pratique, qui est reprise dans le projet ci-après, ne modifie pas essentiellement le mécanisme créé par la loi de 1914 : elle ne touche qu'à certaines modalités secondaires. Ainsi, la liste des enfants soumis à l'obligation est dressée par les administrations communales, comme le prévoit l'article 8 actuel; l'affichage de l'avis aux chefs de famille est fait à l'intervention et au nom de l'inspection scolaire sous la direction de l'administration centrale; et ce sont aussi les inspecteurs qui continuent à recevoir les informations relatives à l'instruction donnée. De plus, l'avertissement-rappel sous pli recommandé, prévu par l'article 9, est maintenu. Les délais actuels sont seulement quelque peu abrégés, parce qu'ils laissent trop de champ à l'incurie, au détriment de l'éducation des enfants, du fonctionnement normal des classes et de la marche régulière de la procédure légale.

Je crois devoir fixer l'attention du Parlement sur le caractère d'urgence que présente le projet, l'administration centrale devant, dès le mois de juin, arrêter les mesures d'exécution nécessaires pour que le système puisse recevoir son application pour la prochaine rentrée des classes.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

ALP. HARMIGNIE.

PROJET DE LOI

modifiant les articles 8 et 9 de la loi
du 19 mai 1914 sur l'instruction
obligatoire.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Sciences et des
Arts est chargé de présenter, en
Notre Nom, aux Chambres législa-
tives, le projet de loi dont la teneur
suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 8 et 9 de la loi du
19 mai 1914 sont remplacés par les
dispositions suivantes :

Art. 8. — Tous les ans, dans la
seconde quinzaine du mois d'août,
les administrations communales dé-
livrent à l'inspecteur cantonal de
l'enseignement primaire la liste des
enfants d'âge scolaire.

Dans la première quinzaine de
septembre, elles font afficher, à la
requête de ce fonctionnaire, un avis
aux chefs de famille, leur rappelant

WETSONTWERP

tot wijziging van de artikels 8 en 9
der wet van 19 Mei 1914 op de
leerplicht.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil!*

Op voorstel van Onzen Minister
van Wetenschappen en Kunsten,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :**

Onze Minister van Wetenschap-
pen en Kunsten is gelast, in Onzen
Naam, bij de Wetgevende Kamers
het wetsontwerp aan te bieden
waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De artikelen 8 en 9 der wet van
19 Mei 1914 worden vervangen door
de volgende beschikkingen :

Art. 8. — Ieder jaar, in de
tweede helft der maand Augustus,
wordt door de gemeentebesturen
aan den kantonnalen opziener van
het lager onderwijs overhandigd de
lijst van de kinderen in de school-
jaren.

In de eerste helft van September
doen zij, ten verzoeken van dezen
ambtenaar, een bericht aan de ge-
zinshoofden aanplakken, waarbij

les obligations qui pèsent sur eux en vertu de la présente loi.

Cet avis rappelle expressément la liberté du chef de famille d'envoyer ses enfants dans l'école qu'il préfère, et l'interdiction d'user à son égard d'aucun moyen de pression pour lui imposer une école qui ne serait pas celle de son choix.

Dans la huitaine de la rentrée des classes, les chefs des écoles primaires communales, adoptées et adoptables font parvenir à l'inspecteur cantonal un relevé des élèves inscrits dans leur établissement.

En ce qui concerne les enfants instruits soit dans un autre établissement d'instruction, soit à domicile, ou qui se trouvent dans l'un des cas prévus aux articles 2 et 3, alinéa 2, de la présente loi, le chef de famille envoie directement, avant le 1^{er} octobre, une information à l'inspecteur cantonal.

Un arrêté royal règle la forme et la teneur de la liste et de l'avis aux chefs de famille.

Art. 9. — L'inspecteur cantonal adresse, par la poste et sous pli recommandé, aux chefs de famille dont les enfants ne figurent sur aucun des relevés transmis par les chefs d'école et qui, d'autre part, ne lui ont pas fait parvenir l'information prévue à l'alinéa 3 de l'article précédent, un avertissement rappelant l'obligation qui leur incombe.

Si, dans la huitaine de cet envoi,

wordt gewezen op de verplichtingen welke hun krachtens deze wet zijn opgelegd.

Dit bericht brengt nadrukkelijk in herinnering dat de huisvader vrij is zijne kinderen te zenden naar de school welke hij verkiest, en dat het verboden is eenigen dwang op hem uit te oefenen, om hem eene school op te dringen, welke niet de school zijner keuze mocht zijn.

Binnen de acht dagen na de heropening der klassen, doen de hoofden der gemeente-aangenomen- en aanneembare scholen aan den kantonnalen opziener eene lijst der in hun gesticht ingeschreven kinderen geworden.

Wat betreft de kinderen hetzij in een ander onderwijsgesticht, hetzij aan huis onderwezen, of die zich in een der bij de artikelen 2 en 3, lid 2, der tegenwoordige wet voorziene gevallen bevinden, zendt het gezinshoofd rechtstreeks, vóór 1 October, een bericht aan den kantonnalen opziener.

Vorm en inhoud van de lijst en van het bericht aan de gezinshoofden worden bij koninklijk besluit geregeld.

Art. 9. — Aan de gezinshoofden wier kinderen op geene der door de schoolhoofden ingezonden lijsten voorkomen en die hem, anderzijds, het bericht bij lid 3 van voorgaand artikel voorzien niet hebben doen toekomen, zendt de kantonnale opziener, over de post en onder aangeteekenden omslag, eene waarschuwing de verplichting herinnerende welke hun is opgelegd.

Wordt binnen de acht dagen na

il n'a pas été répondu, l'inspecteur cantonal dénonce au juge de paix le chef de famille qui se trouve en défaut de remplir l'obligation lui imposée par l'article premier.

Donné à Bruxelles, le 13 Mai 1919.

deze zending niet geantwoord, dan klaagt de kantonmale opziener het gezinshoofd dat in gebreke blijft de hem door artikel één opgelegde verplichtingen na te komen, bij den vrederechter aan.

Gegeven te Brussel, den 13^e Mei 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Sciences et des Arts,

Van 's Konings wege :

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

Alph. HARMIGNIE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 Mei 1919.

Wetsontwerp

tot wijziging van de artikelen 8 en 9 der wet van 19 Mei 1914
over leerplicht.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van wet dat ik de eer heb ter tafel te leggen brengt enkel aan de wet over leerplicht eene wijziging in de proceduur toe, door vereischen van stoffelijken aard genoodzaakt.

Luidens artikel 8 der in voege zijnde beschikkingen is de kantonnale opziener er toe gehouden, bij het begin van elk schooljaar, wanneer hij in bezit is van de lijst der leerplichtige kinderen « over de post, tot elk belanghebbend gezinshoofd eene waarschuwing » te richten « waarbij wordt gewezen op de verplichtingen welke hem zijn opgelegd. Hij voegt er zooveel kaarten bij als dit gezinshoofd kinderen in de schooljaren heeft ».

Die kaarten worden aan den kantonnalen opziener teruggezonden door het schoolhoofd of door het gezinshoofd, naar het kind in een gesticht of aan huis onderwijs geniet.

Vervolgens zegt artikel 9 : « Aan gezinshoofden, die niet geantwoord hebben, zendt de kantonnale opziener, over de post en onder aangeteekenden omslag, een dubbel van de waarschuwing en van de kaarten ».

Door de toepassing van deze proceduur, — in 1913 in der mate van de mogelijkheid nageleefd, — werd afdoende bewezen dat de taak der opzieners praktisch onoverkomelijk is. Tot staving zal volstaan een der verslagen aan te halen van het schooltoezicht over de uitvoering der wet, want de toon is dezelfde voor al de omschrijvingen :

« Ik ben zoo vrij, met eene kleine berekening, — zoo zegt schrijver van dit verslag — op te maken tot wat werk het zenden der kaarten aan de gezinshoofden ons verplicht. Een minimum van twee minuten tijds moet aangenomen worden als noodig zijnde voor het verzenden van iedere kaart (den zegel van den opziener op de kaart en op het waarschuwingsblad drukken, op de kaart de gegevens uit de algemeene lijst inschrijven, het blad plooien en onder omslag steken, het adres schrijven). Het opmaken

van 16,000 kaarten, zoo twee minuten noodig zijn per kaart, vergt in 't geheel 554 uren, wat, tegen acht uren per dag, aan een enkelen persoon 67 dagen werk zou vragen. En om dit werk op veertien dagen, — waar enkel twee maal zes werkdagen zijn — af te maken zou de medewerking noodig zijn van 6 personen die 8 uren per dag werken. »

Onder die voorwaarden moest, van 't schooljaar 1915-1916 af, de door de wet van 19 Mei 1914 ingestelde proceduur opgegeven worden : een bericht aan de gezinshoofden, op de gewone plaatsen aangeplakt, verving het toezenden van de persoonlijke waarschuwingen, en nopens het gegeven onderwijs werden de opzieners ingelicht door het sturen van eene lijst der in de scholen ingeschreven leerlingen, of, zoo 't geval zich voordoed, door een rechtstreeksch bericht der ouders, wat dan ook het terugzenden der kaarten verving.

Die eenvoudige en praktische proceduur, — welke dan in het neergelegde ontwerp van wet wordt overgenomen, — brengt in hoofdzaak geen verandering aan de doenvijze door de wet van 1914 ingesteld : zij raakt enkel sommige modaliteiten van ondergeschikten rang : zoo wordt de lijst der leerplichtige kinderen door de gemeentebesturen opgemaakt zooals artikel 8 het voorziet ; het bericht aan de gezinshoofden wordt door toedoen en in naam van het schoolzigt onder het oppertoezicht van het Middenbestuur aangeplakt ; ook worden bij de opzieners de inlichtingen aangebracht nopens het gegeven onderwijs. Bovendien blijft de vernieuwde waarschuwing, onder aangeteekenden omslag, waarvan in artikel 9 sprake is, behouden. De huidige termijnen zijn enkel ietwat verkort, omdat zij te veel veld laten aan de zorgeloosheid, — ten nadeele van de opvoeding der kinderen, van den normalen gang der klassen en van de regelmatige uitoefening der wettelijke proceduur.

Ik acht het noodig de Kamers er op aandachtig te maken dat het ontwerp van wet dringend is, daar het Middenbestuur, van de maand Juni af, de noodige maatregelen tot uitvoering moet treffen om het nieuw stelsel bij de naaste heropening der klassen toepasselijk te maken.

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

ALPH. HARMIGNIE.

PROJET DE LOI

modifiant les articles 8 et 9 de la loi
du 19 mai 1914 sur l'instruction
obligatoire.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
des Sciences et des Arts.

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Sciences et des
Arts est chargé de présenter, en
Notre Nom, aux Chambres législa-
tives, le projet de loi dont la teneur
suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 8 et 9 de la loi du
19 mai 1914 sont remplacés par les
dispositions suivantes :

Art. 8. — Tous les ans, dans la
seconde quinzaine du mois d'août,
les administrations communales dé-
livrent à l'inspecteur cantonal de
l'enseignement primaire la liste des
enfants d'âge scolaire.

Dans la première quinzaine de
septembre, elles font afficher, à la
requête de ce fonctionnaire, un avis
aux chefs de famille, leur rappelant

WETSONTWERP

tot wijziging van de artikelen 8 en 9
der wet van 19 Mei 1914 over leer-
plicht.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komende, Heil!*

Op voorstel van Onzen Minister
van Wetenschappen en Kunsten,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :**

Onze Minister van Wetenschap-
pen en Kunsten is gelast, in Onzen
Naam, bij de Wetgevende Kamers
het wetsontwerp aan te bieden
waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De artikelen 8 en 9 der wet van
19 Mei 1914 worden vervangen door
de volgende bepalingen :

Art. 8. — Ieder jaar, in de
tweede helft der maand Augustus,
wordt door de gemeentebesturen
aan den kantonnen opziener van
het lager onderwijs overhandigd de
lijst van de kinderen in de school-
jaren.

-In de eerste helft van September
doen zij, ten verzoeken van dezen
ambtenaar, een bericht aan de ge-
zinshoofden aanplakken, waarbij

les obligations qui pèsent sur eux en vertu de la présente loi.

Cet avis rappelle expressément la liberté du chef de famille d'envoyer ses enfants dans l'école qu'il préfère, et l'interdiction d'user à son égard d'aucun moyen de pression pour lui imposer une école qui ne serait pas celle de son choix.

Dans la huitaine de la rentrée des classes, les chefs des écoles primaires communales, adoptées et adoptables font parvenir à l'inspecteur cantonal un relevé des élèves inscrits dans leur établissement.

En ce qui concerne les enfants instruits soit dans un autre établissement d'instruction, soit à domicile, ou qui se trouvent dans l'un des cas prévus aux articles 2 et 3, alinéa 2, de la présente loi, le chef de famille envoie directement, avant le 1^{er} octobre, une information à l'inspecteur cantonal.

Un arrêté royal règle la forme et la teneur de la liste et de l'avis aux chefs de famille.

Art. 9. — L'inspecteur cantonal adresse, par la poste et sous pli recommandé, aux chefs de famille dont les enfants ne figurent sur aucun des relevés transmis par les chefs d'école et qui, d'autre part, ne lui ont pas fait parvenir l'information prévue à l'alinéa 3 de l'article précédent, un avertissement rappelant l'obligation qui leur incombe.

Si, dans la huitaine de cet envoi,

wordt gewezen op de verplichtingen welke hun krachtens deze wet zijn opgelegd.

Dit bericht brengt nadrukkelijk in herinnering dat de huisvader vrij is zijne kinderen te zenden naar de school welke hij verkiest, en dat het verboden is eenigen dwang op hem uit te oefenen om hem eene school op te dringen, welke niet de school zijner keuze mocht zijn.

Binnen acht dagen na de heropening der klassen, doen de hoofden der gemeentescholen en der aangenomen en aanneembare scholen aan den kantonnalen opziener eene lijst der in hun gesticht ingeschreven kinderen g worden.

Wat betreft de kinderen hetzij in een ander onderwijsgesticht, hetzij aan huts onderwezen, of die zich bevinden in een der gevallen voorzien bij de artikelen 2 en 3, lid 2, dezer wet, zendt het gezinshoofd rechtstreeks, vóór 1 October, een bericht aan den kantonnalen opziener.

Vorm en inhoud van de lijst en van het bericht aan de gezinshoofden worden bij koninklijk besluit geregeld.

Art. 9. — Aan de gezinshoofden wier kinderen op geene der door de schoolhoofden ingezonden lijsten voorkomen en die hem, anderz jds, het bericht, bij lid 3 van voorgaand artikel voorzien, niet hebben doen toekomen, zendt de kantonnale opziener, over de post en onder aange te kenden omslag, eene waarschuwing de verplichting herinnerende welke hun is opgelegd.

Wordt binnen acht dagen na deze

il n'a pās été répondu, l'inspecteur cantonal dénonce au juge de paix le chef de famille qui se trouve en défaut de remplir l'obligation lui imposée par l'article premier.

Donné à Bruxelles, le 13 Mai 1919.

zending niet geantwoord, dan klaagde kantonmale opziener het gezins-hoofd, dat in gebreke blijft de hem door artikel 1 opgelegde verplichting na te komen, bij den vrede-rechter aan.

Gegeven te Brussel, den 13^a Mei 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Sciences et des Arts,

Van 's Konings wege :

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

Alph. HARMIGNIE.

